

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2007, ch. 37 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 143, No 26 (2007-12-26)

O

Océans, Loi sur les — 1996, ch. 31

(*Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 115; 1998, ch. 15, art. 35; 2002, ch. 7, art. 223
art. 39.3, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 39.12, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 41, 1999, ch. 31, art. 170(F); 2005, ch. 29, art. 36
dispositions conditionnelles, 1996, ch. 31, art. 53
EEV, 1996, ch. 31, la loi, à l'exception de l'article 53, en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1999, ch. 31, art. 170 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 223 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 29, art. 36 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43

(*Yukon Surface Rights Board Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 283 (Non en vigueur)s
art. 2, 1999, ch. 31, art. 227
art. 5, 2003, ch. 7, art. 131
art. 15, 2003, ch. 22, al. 224z.86)(A)
art. 40, 1998, ch. 5, art. 15(F)
art. 65, 1998, ch. 5, art. 16; 2002, ch. 7, art. 270
art. 75, 1998, ch. 5, art. 17(F)
art. 76, 2002, ch. 8, art. 181, ch. 10, art. 192(F) et 202(F)
art. 78, 1998, ch. 5, art. 18; 2002, ch. 7, art. 271
annexe I, DORS/98-178; DORS/99-14; DORS/2002-378; DORS/2004-10; DORS/2005-70
partie I,
art. 11, ajouté, DORS/2005-402
partie II,
art. 11, ajouté, DORS/2005-402
disposition de coordination, 2002, ch. 10, art. 202
disposition de coordination, 2003, ch. 7, par. 133(7)
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 117 et 119
EEV, 1994, ch. 43 en vigueur 14.02.95 voir TR/95-19
EEV, 1998, ch. 15, art. 15, 17 et 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 16 et 18 entrent en vigueur à la date de transfert voir art. 28 (date de transfert 19.11.98 voir C.P. 1998-2022)

EEV, 1999, ch. 31, art. 227 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, par. 117(1), art. 119, 270 et 271 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48; par. 117(2) et art. 283 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 285(3). Non en vigueur
EEV, 2002, ch. 8, art. 181 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109
EEV, 2002, ch. 10, art. 192 et 202 en vigueur à la sanction 30.04.2002
EEV, 2003, ch. 7,
—art. 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;
—art. 131 entre en vigueur dix-huit mois après la date de sanction de la présente loi ou, dans cet intervalle, à la date fixée par décret (sanctionnée le 13.05.2003) voir art. 134. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, l'entrée en vigueur est 14.11.2004
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

Office des produits agricoles, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. A-4

(*Agricultural Products Board Act*)

LOI ABROGÉE 1997, ch. 20, art. 43
dispositions transitoires, 1997, ch. 20, art. 47 à 49
EEV, 1997, ch. 20, art. 43 et 47 à 49 en vigueur 01.01.97 voir art. 56

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34

(*Public Sector Pension Investment Board Act*)

Le président du Conseil du Trésor

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224z.72)(A); 2005, ch. 30, art. 47 et 50; 2006, ch. 9, art. 295
art. 3.1, ajouté, 2006, ch. 4, art. 217
art. 4, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 9, 2006, ch. 9, art. 296
art. 10, 2003, ch. 22, al. 225z.18)(A); 2005, ch. 10, al. 34(1)r)
art. 14, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 25, 2005, ch. 10, par. 34(1)r)
art. 27, 2006, ch. 9, art. 297
art. 36, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 37, 2005, ch. 10, par. 34(1)r); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 38, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

O

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34 (suite)

art. 39, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 40, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 41, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 42, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 43, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 44, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 48

art. 45, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 48

art. 46, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 47, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)

art. 48, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 49

art. 118, 2003, ch. 26, art. 38

art. 120, 2003, ch. 26, art. 39

art. 128, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40

art. 129, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40

art. 130, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40

art. 131, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40

art. 132, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40

art. 160, abrogé, 2003, ch. 26, art. 42

art. 168, abrogé, 2003, ch. 26, art. 43

disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 50

dispositions transitoires, 1999, ch. 34, art. 229

EEV, 1999, ch. 34,

—par. 65(5) en vigueur 21.06.99 voir par. 230(1);

—art. 103 en vigueur 01.10.99 voir par. 230(2);

—art. 1 à 52, par. 53(1), la définition « enfant » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le paragraphe 53(2), par. 53(3), art. 54, 61, par. 62(2), (4) et (5), 64(1) à (3), (5) et (6), 65(1) à (4), art. 66, 68, 70 à 72, 75 à 77, 80 à 84, 87 à 90, par. 91(3) à (5), (7) et (8), 92(2) à (6), art. 93, 94, par. 95(2) et (3), art. 97 à 102, 104 à 106, 111 à 113, par. 115(2), (3), art. 116, 121 à 124, 126, par. 130(3), art. 133, 135 à 141, par. 142(1), (3), art. 144, 145, par. 146(2), 147(2), art. 148 à 150, par. 151(2), (3), art. 153, 156, 159, par. 161(2), (3), 162(2), art. 165 à 167, la définition « enfant » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le paragraphe 169(1), par. 169(2), art. 170, 175, par. 176(1), (2) et (4), art. 180, 181, 183 à 189, 192, par. 193(2), 194(2) et (3), art. 196, 197, par. 198(2) et (3), art. 200, par. 201(2), art. 204 à 226, 228 et 229 en vigueur à la sanction 14.09.99;

—la définition de « contributeur » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le paragraphe 53(2), art. 55 à 60, par. 62(1) et (3), art. 63, par. 64(4), art. 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, par. 91(1), (2) et (6) et 92(1), art. 107 à 110, par. 115(1), art. 117, par. 118(1), art. 119, par. 120(1) et (2), art. 127 et 134, par. 142(2), art. 143, par. 146(1), 147(1) et 162(1), art. 163 et 164, la définition de « contributeur » au paragraphe 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le paragraphe 169(1), art. 171, par. 172(1), art. 173, par. 174(1), art. 177, 182 et 190, par. 193(1) et 194(1), art. 195, par. 201(1) et art. 202 et 203 en vigueur 01.01.2000 voir TR/99-138;

—par. 95(1), art. 96, par. 151(1), art. 152, par. 198(1) et art. 199 en vigueur 01.04.2000 voir TR/99-138;

—art. 114 et 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138;

—art. 125, par. 176(3) en vigueur 01.01.2001 voir TR/99-138

—art. 178 et 179 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-145

—(Remarque :

par. 118(2) abrogé par 2003, ch. 26, art. 38;

par. 120(3) abrogé par 2003, ch. 26, art. 39;

art. 128 à 132 abrogés par 2003, ch. 26, art. 40;

art. 160 abrogé par 2003, ch. 26, art. 42;

art. 168 abrogé par 2003, ch. 26, art. 43)

—divisions 6b)(ii)(M) et (N) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le paragraphe 172(4), en vigueur 26.10.2006 voir TR2006-116;

—par. 174(2) en vigueur 26.20.2006 voir TR/2006-116;

—art. 154 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21;

—art. 155, 157, 158, par. 161(1) et (4), 172(2) et (3), divisions 6b)(ii)(L), (O) et (P) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le paragraphe 172(4) et art. 191 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 230. Non en vigueur

Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de telle disposition de la présente loi ou de telle disposition édictée par la présente loi ou après cette date, modifier la disposition — ou tout autre disposition — en remplaçant tout renvoi à sa date d'entrée en vigueur par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de celle-ci voir art. 231

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2003, ch. 26, art. 38 à 40 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21; art. 42 et 43 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 71. Non en vigueur

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

EEV, 2005, ch. 30, art. 47 à 50 en vigueur à la sanction 29.06.2005

EEV, 2006, ch. 4, art. 217 en vigueur à la sanction 22.06.2006

EEV, 2006, ch. 9, art. 296 et 297 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 295 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-15

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40

(Canada Pension Plan Investment Board Act)

Le ministre des Finances

art. 2, 1999, ch. 3, art. 19; 2002, ch. 7, art. 112(A); 2003, ch. 5, art. 12

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224s)(A)

art. 5, 2003, ch. 5, art. 13

O

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40 (suite)

art. 6.1, ajouté, 2003, ch. 5, art. 14
art. 37, 2003, ch. 5, art. 15
art. 50, 2003, ch. 5, art. 16
art. 51, 2003, ch. 5, art. 17
art. 56, 2003, ch. 5, art. 18
disposition transitoire, 2003, ch. 5, art. 19
EEV, 1997, ch. 40,
—art. 60, 62 à 68, 72, 73, 75, par. 77(2), art. 78 à 80, 82, 85, 85.1, le paragraphe 90(2) du *Régime de pensions du Canada* édicté par l'article 86, l'article 90.2 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'article 87, 88, 95, 99, 102 à 105, le paragraphe 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'article 106, et l'article 44.2 de cette loi, édicté par l'article 107, entrent en vigueur à la sanction 18.12.97
—art. 58 et 59, 61, 69 à 71, 74 et 76, par. 77(1) et les art. 81, 83, 92 à 94 et 96 à 98 en vigueur 01.01.98 voir TR/98-24
—art. 1 à 57, 89 à 91 et 108 et 109 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-24
—l'article 84, le paragraphe 90(3) du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'article 86, l'article 90.1 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'article 87, les articles 100 et 101, le paragraphe 44(4) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'article 106, et l'article 44.1 de cette loi, édicté par l'article 107, entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 110(2). Non en vigueur
EEV, 1999, ch. 3, art. 19 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de la *Loi sur le Nunavut* (01.04.99) voir art. 92
EEV, 2002, ch. 7, art. 112 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 5,
—par. 12(1), art. 13 et 15 à 17, par. 18(1) et art. 19 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-31
—Par dérogation au paragraphe 114(4) du *Régime de pensions du Canada* par. 12(2), art. 14 et par. 18(2) entrent en vigueur trois ans après la date d'entrée en vigueur de l'article 19 (art. 19 en vigueur 01.04.2004) date d'entrée en vigueur 01.04.2007 voir par. 20(2)
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

Office national de l'énergie, Loi sur l'

— L.R. (1985), ch. N-7

(National Energy Board Act)

Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41, par. 37(2)); le ministre des Transports (art. 108 à 111)

art. 2, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299; 1990, ch. 7, art. 1; 1994, ch. 24, al. 34(1)m)(F); 1996, ch. 10, art. 237, ch. 31, art. 90; 2004, ch. 25, art. 147
art. 2.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 2
art. 3, 1990, ch. 7, art. 3; 1991, ch. 27, art. 1; 2001, ch. 27, art. 262

art. 6, 1990, ch. 7, art. 4
art. 7, 1991, ch. 27, art. 2
art. 9, 1994, ch. 10, art. 19; 2000, ch. 20, art. 27; 2003, ch. 22, al. 224z.56)(A) et 225z.10)(A)
art. 12, 1990, ch. 7, art. 5
art. 14, 1990, ch. 7, art. 6
art. 15, 1990, ch. 7, art. 7
art. 16, 1990, ch. 7, art. 8
art. 16.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 20
art. 16.2, 2004, ch. 15, art. 82
art. 18, 2007, ch. 35, art. 152(A)
art. 20, 1990, ch. 7, art. 9(A)
art. 21, 1990, ch. 7, art. 10; 1994, ch. 10, art. 21
art. 21.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 21.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10
art. 22, 1990, ch. 7, art. 11
art. 24, 1990, ch. 7, art. 12
art. 24.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 13; 1991, ch. 24, art. 51, ann. III, art. 8
art. 25, 2007, ch. 35, art. 153
art. 26, 1994, ch. 10, art. 22; 2004, ch. 15, art. 83
partie II.1, (art. 28.1 à 28.8), ajoutée, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.5, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.6, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.7, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 28.8, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23
art. 29, 2001, ch. 4, art. 102
art. 32, 1990, ch. 7, art. 15
art. 34, 2004, ch. 25, art. 148(A)
art. 42, 2004, ch. 25, art. 149
art. 41, 1990, ch. 7, art. 16
art. 47, 1996, ch. 10, art. 237.1
art. 48, 1990, ch. 7, art. 17; 1994, ch. 10, art. 24; 2004, ch. 15, art. 84
art. 49, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 85
art. 50, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 25, art. 150(A)
art. 51.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 86(A)
art. 51.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 51.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25
art. 52, 1990, ch. 7, art. 18; 1996, ch. 10, art. 238
art. 54, 1990, ch. 7, art. 19
art. 55, abrogé, 1990, ch. 7, art. 20
art. 57, 1990, ch. 7, art. 21(F)
art. 58, 1990, ch. 7, art. 22; 2004, ch. 25, art. 151
partie III.1 :
art. 58.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.11, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.12, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 87

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 58.13, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.14, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.15, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.16, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.17, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.18, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.19, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.21, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.22, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.23, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.24, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.25, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 25, art. 152
art. 58.26, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.27, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.28, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.29, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 239
art. 58.3, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 240
art. 58.31, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 88
art. 58.32, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.34, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.35, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.36, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.37, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.38, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.39, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.4, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.5, ajouté, 1990, ch. 7, art. 24
art. 60, 1996, ch. 10, art. 241
art. 69, 1996, ch. 10, art. 242; 2004, ch. 25, art. 153(A)
art. 70, 1996, ch. 10, art. 243
art. 71, 1996, ch. 10, art. 243.1
art. 73, 2004, ch. 25, art. 154
art. 74, 2004, ch. 25, art. 155
art. 77, 2004, ch. 25, art. 156(A)
art. 78, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6
art. 78.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 87; 2002, ch. 7, art. 210
art. 80, 2004, ch. 25, art. 157
art. 81, 2004, ch. 15, art. 89(A)
art. 82, 2004, ch. 15, art. 90
art. 84, 2001, ch. 4, art. 103(A)
art. 86, 2001, ch. 4, art. 104
art. 87, 2004, ch. 25, art. 158(A)
art. 92, 1994, ch. 43, art. 88
art. 97, 2004, ch. 25, art. 159
art. 97.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 89; 2002, ch. 7, art. 211
art. 99, 1990, ch. 7, art. 25(F)
art. 101, 2002, ch. 8, al. 183(1)○
art. 106, 2004, ch. 25, art. 160
art. 108, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 359, ann., n° 6; 1990, ch. 7, art. 26(A); 1996, ch. 10, art. 244
art. 109, 1990, ch. 7, art. 27
art. 111, 2001, ch. 4, art. 105; 2004, ch. 25, art. 161
art. 112, 1990, ch. 7, art. 28; 1994, ch. 10, art. 26; 1999, ch. 31, art. 167; 2004, ch. 15, art. 91
art. 113, abrogé, 1990, ch. 7, art. 28

art. 114, 2001, ch. 4, art. 106
art. 116, 1990, ch. 7, art. 29
art. 117, 1990, ch. 7, art. 31
art. 118, 1990, ch. 7, art. 32
art. 119, 1990, ch. 7, art. 33
art. 119.01, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 1993, ch. 44, art. 186; 1997, ch. 14, art. 82; 2001, ch. 28, art. 54
art. 119.02, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.03, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.04, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2004, ch. 15, art. 92
art. 119.05, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.06, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.07, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.08, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.09, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.091, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.092, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.093, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.094, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 35; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 36; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.5, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 37; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.6, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.7, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
section III.1, ajouté (art. 120 à 120.5), 1993, ch. 44, art. 188
art. 120, 1988, ch. 65, art. 143; abrogé, 1990, ch. 7, art. 38; ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 83; 2001, ch. 28, art. 55
art. 120.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 84; 2001, ch. 28, art. 56
art. 120.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57
art. 120.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57
art. 120.4, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 86; 2001, ch. 28, art. 58
art. 120.5, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 87; 2001, ch. 28, art. 59
art. 121, 2004, ch. 25, art. 162
art. 122, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n° 6
art. 123, 1996, ch. 31, art. 91; 2004, ch. 25, art. 163(F)
art. 126, 1990, ch. 7, art. 40(A)
art. 127, 1990, ch. 7, art. 41(A)
art. 129, 1990, ch. 7, art. 42; 2004, ch. 25, art. 164(F)
art. 131, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43; ajouté, 2004, ch. 15, art. 93
art. 132, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43
 disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)
 disposition générale, 1996, ch. 10, art. 245

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

dispositions transitoires, 1990, ch. 7, art. 44 à 48
dispositions transitoires, 1991, ch. 27, art. 3
dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 25; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206
EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6 en vigueur 09.10.86 *voir* TR/86-193
EEV, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299 et 359 en vigueur 01.01.88 *voir* TR/88-26
EEV, 1988, ch. 65, art. 142, 143 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9
EEV, 1990, ch. 7
—La présente loi, à l'exception des articles 13, 20, 25 et 27, entre en vigueur le 01.06.90 *voir* TR/90-66
—Les articles 13 et 20 entrent en vigueur le 01.01.91 *voir* TR/90-174
—L'article 25 est réputé entré en vigueur le 12 décembre 1988 *voir* par. 52(3)
—L'article 27 en vigueur à la sanction 29.03.90
EEV, 1991, ch. 24, art. 51 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil *voir* art. 53. Non en vigueur
EEV, 1991, ch. 27, art. 1 et 2 en vigueur 01.11.91 *voir* TR/91-145; art. 3 et 4 en vigueur à la sanction 21.06.91
EEV, 1993, ch. 44, art. 186 à 188 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
EEV, 1994, ch. 10, art. 19 à 26 en vigueur à la sanction 12.05.94
EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1994, ch. 43, art. 87 à 89 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
EEV, 1996, ch. 10, art. 237 à 245 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
EEV, 1996, ch. 31, art. 90 et 91 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
EEV, 1997, ch. 14, art. 82 à 87 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86
EEV, 1999, ch. 31, art. 167 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 1998, ch. 5, art. 25 en vigueur à la sanction 12.05.98
EEV, 2000, ch. 20, art. 27 en vigueur 30.09.2000 *voir* TR/2000-67
EEV, 2001, ch. 4, art. 102 à 106 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2001, ch. 27, art. 262 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
EEV, 2001, ch. 28, art. 54 à 59 en vigueur 01.11.2002 *voir* TR/2002-146
EEV, 2002, ch. 7, art. 118, 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 210 et 211 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285. Non en vigueur
EEV, 2002, ch. 8, art. 183 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2004, ch. 15, art. 82 à 93 en vigueur 20.04.2005 *voir* TR/2005-37

EEV, 2004, ch. 25, art. 147 à 164 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2007, ch. 35, art. 152 et 153 en vigueur à la sanction 14.12.2007

Offices de commercialisation des produits de ferme, *voir* Offices des produits agricoles, Loi sur les

(*Farm Products Marketing Agencies Act*)

Offices des produits agricoles, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-4

[Ancienne appellation : Offices de commercialisation des produits de ferme]

(*Farm Products Agencies Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1993, ch. 3, art. 1

art. 1, 1993, ch. 3, art. 2

art. 2, 1993, ch. 3, art. 3 et al. 13a); 1994, ch. 38, al. 25(1)o)

art. 3, 1993, ch. 3, art. 5

art. 5, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)

art. 6, 1993, ch. 3, art. 6

art. 7, 1993, ch. 3, art. 7

art. 8, 1993, ch. 3, art. 8

art. 14, 2003, ch. 22, art. 166(A)

art. 16, 1993, ch. 3, al. 13b)

art. 17, 1993, ch. 3, art. 9 et al. 13c)

art. 22, 1993, ch. 3, al. 13d) et e); 2001, ch. 4, art. 82; 2004, ch. 25, art. 140

art. 26, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)

art. 32, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50

art. 34, 1993, ch. 3, art. 11

art. 37, 1993, ch. 3, al. 13g); 2004, ch. 25, art. 141

partie III, (art. 39 à 46), ajoutée, 1993, ch. 3, art. 12

art. 39, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 40, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 41, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 42, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2001, ch. 4, art. 83; 2004, ch. 25, art. 142

art. 43, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 44, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 45, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

art. 46, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

EEV, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50 en vigueur 19.06.86 *voir* TR/86-109

EEV, 1993, ch. 3, art. 1 à 13 en vigueur à la sanction 25.02.93

EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9

EEV, 2001, ch. 4, art. 82 et 83 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2003, ch. 22, art. 166 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

O

Offices des produits agricoles, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-4 (suite)

EEV, 2004, ch. 25, art. 140 à 142 en vigueur à la sanction 15.12.2004

**Oiseaux migrants, Loi sur la convention
concernant les — L.R. (1985), ch. M-7**
(*Migratory Birds Convention Act*)

LOI ABROGÉE 1994, ch. 22, art. 21

EEV, 1994, ch. 22, art. 21 en vigueur à la sanction 23.06.94

**Oiseaux migrants, Loi de 1994 sur la
convention concernant les
— 1994, ch. 22**
(*Migratory Birds Convention Act, 1994*)

**Le ministre de l'Environnement ou, pour toute mesure
ayant trait au pipe-line du Nord, le membre du Conseil
privé de la Reine pour le Canada chargé de
l'application de la Loi sur le pipe-line du Nord**

art. 2, 2005, ch. 23, art. 1, 43 et 44

art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 2

art. 4, 2005, ch. 23, art. 3

art. 5.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 45

art. 5.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 46

art. 5.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 47(A)

art. 5.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4

art. 5.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4

art. 6, 2005, ch. 23, art. 5

art. 7, 2005, ch. 23, art. 6

art. 8, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 8.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7

art. 9, 2003, ch. 22, al. 224z.49)(A)

art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 29, art. 138

art. 12, 2001, ch. 34, art. 53(A); 2005, ch. 23, art. 8

art. 13, 2005, ch. 23, art. 9

art. 14, 2005, ch. 23, art. 10(A)

art. 15, 2005, ch. 23, art. 11(A)

art. 16, 2005, ch. 23, art. 12

art. 17, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27; 2005, ch. 23, art. 13(A)

art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 14

art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15 et 48

art. 18.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15

art. 18.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15

art. 18.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15

art. 18.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15

art. 19, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1; 2003, ch. 22, al. z.49)(A)

art. 19.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 16

annexe :

protocole, ajouté, DORS/2000-189

dispositions de coordination, 2005, ch. 23, art. 43 à 48

disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26

EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays voir par. 86(2) et aussi 1996, ch. 7, art. 42. Non en vigueur.

EEV, 1994, ch. 22 en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 voir TR/96-79

EEV, DORS/2000-189 en vigueur 17.05.2000 voir art. 2

EEV, 2001, ch. 34, art. 53 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 29, art. 138 en vigueur 24.03.2003 voir TR/2003-43

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 23, art. 43 à 48 en vigueur à la sanction 19.05.2005; art. 1 à 16 en vigueur 28.06.2005 voir TR/2005-62

**Opérations des ports de la côte ouest, Loi sur
les — 1972, ch. 23**
(*West Coast Ports Operations Act*)

LOI ABROGÉE le 31.12.72; LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 46

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

**Opérations des ports du Saint-Laurent, Loi
sur les**
(*St. Lawrence Ports Operations Act*)

1972, ch. 22; 1974-75-76, ch. 39

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 45

EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

**Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. O-7**

[Ancienne appellation : Production et la rationalisation
de l'exploitation du pétrole et du gaz, Loi sur la]
(*Canada Oil and Gas Operations Act*)

**Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien;
et le ministre des Ressources naturelles**

titre intégral, 1992, ch. 35, art. 1

art. 1, 1992, ch. 35, art. 2

art. 2, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 118; 1992, ch. 35, art. 3; 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2007, ch. 35, art. 145

art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 4; 2007, ch. 35, art. 146

art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118, cette modification a été modifiée avant son entrée en vigueur

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

- par 1998, ch. 15, art. 36(A); 1996, ch. 31, art. 93; 1998, ch. 5, art. 11, ch. 15, al. 49b)
- art. 3.1**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1
- art. 3.2**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1
- art. 4**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 119; 1992, ch. 35, art. 6
- art. 4.01**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 147
- art. 4.1**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 7; 1994, ch. 10, art. 2
- art. 5**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 120; 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, art. 3 et al. 15a)
- art. 5.01**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 43, art. 90; 1998, ch. 5, art. 12; 2002, ch. 10, art. 190
- art. 5.02**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b)
- art. 5.03**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b)
- art. 5.1**, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 9; 1994, ch. 10, art. 4 et al. 15c)
- art. 5.11**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d)
- art. 5.12**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d)
- art. 5.2**, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992, ch. 35, art. 11
- art. 5.3**, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1994, ch. 10, art. 5; 2007, ch. 35, art. 148
- art. 5.31**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.32**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.33**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.34**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.35**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.36**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.37**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149
- art. 5.4**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 1994, ch. 10, art. 6
- art. 5.5**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
- art. 5.6**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12
- art. 6**, 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2003, ch. 22, al. 224r)(A)
- art. 7**, 1994, ch. 41, al. 37(1)s), al. 38(1)g); 2003, ch. 22, al. 224r)(A)
- art. 9**, 2003, ch. 22, art. 127(A)
- Partie 0.1 (art. 13.01 à 13.17)**
- art. 13.01**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.02**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.03**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.04**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.05**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.06**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.07**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.08**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.09**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.1**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.11**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.12**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.13**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.14**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.15**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.16**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- art. 13.17**, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150
- Partie I (art. 14 à 28)**
- art. 14**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 122; 1992, ch. 35, art. 14; 1994, ch. 10, art. 7
- art. 16**, 1992, ch. 35, art. 15
- art. 16.1**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 15
- art. 17**, 1992, ch. 35, art. 16
- art. 18**, 1994, ch. 10, al. 15e)
- art. 19**, 1992, ch. 35, art. 17
- art. 20**, 1992, ch. 35, art. 18(F)
- art. 21**, 1992, ch. 35, art. 19(F); 1994, ch. 10, art. 8
- art. 22**, 1992, ch. 35, art. 20(F); 1994, ch. 10, art. 8
- art. 23**, abrogé, 1994, ch. 10, art. 8
- art. 24**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 123; ch. 6 (3^e suppl.), art. 92; 1992, ch. 35, art. 22; 2001, ch. 6, art. 117; 2001, ch. 26, art. 315 et par. 324(10)
- art. 25**, 1992, ch. 35, art. 23; 1994, ch. 10, art. 9
- art. 26**, 1992, ch. 35, art. 24
- art. 27**, 1992, ch. 35, art. 25; 1994, ch. 10, art. 10
- art. 28**, 1989, ch. 3, art. 46; 1992, ch. 35, art. 26; 2003, ch. 22, art. 128
- Partie II (art. 29 à 48)**
- art. 29**, 1992, ch. 35, art. 27(F)
- art. 30**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 124; 1991, ch. 50, art. 35; 2001, ch. 4, art. 163
- art. 37**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 125; 1991, ch. 50, art. 36; 2001, ch. 4, art. 164
- art. 42**, 1992, ch. 35, art. 28(A)
- Partie III (art. 49 à 74)**
- art. 52**, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 126
- art. 53**, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 11
- art. 54**, 1992, ch. 35, art. 29
- art. 55**, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, al. 15f)
- art. 56**, 1992, ch. 35, art. 29
- art. 57**, 1992, ch. 35, art. 29
- art. 58**, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; L.R., L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 127; 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 12
- art. 58.1**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
- art. 58.2**, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
- art. 60**, 1992, ch. 35, art. 30; 1994, ch. 10, art. 13
- art. 61**, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
- art. 62**, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
- art. 63**, 1994, ch. 10, art. 14
- art. 64**, abrogé, 1992, ch. 35, art. 31
- art. 67**, abrogé, 1992, ch. 35, art. 32
- art. 72**, abrogé, 1992, ch. 35, art. 33
- art. 72.1**, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 128
- disposition de coordination, 2001, ch. 26, art. 324
- dispositions générales, 1994, ch. 41, par 37(2), 38(2)
- dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
- EEV, L.R., ch. O-7, art. 39 à 47 entrent en vigueur à la date fixée par proclamation *voir* art. 74. Non en vigueur
- EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 15.04.85 *voir* TR/85-211
- EEV, L.R., ch. 36 (2^e suppl.) les articles 118 à 128 proclamés en vigueur le 15.02.87 dans toutes les terres domaniales, *sauf* les parties visées à l'annexe *voir* TR/87-63; les articles 118 à 128 entrent en vigueur le 01.12.87 dans les terres domaniales visées à l'annexe *voir* TR/87-244
- EEV, L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 92 en vigueur 24.04.89 *voir* TR/89-106

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

EEV, 1989, ch. 3, art. 46 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63
 EEV, 1991, ch. 50, art. 35 et 36 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
 EEV, 1992, ch. 35, art. 1 à 33 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-154
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79
 EEV, 1994, ch. 10, art. 1 à 15 en vigueur à la sanction 12.05.94
 EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
 EEV, 1994, ch. 43, art. 90 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
 EEV, 1996, ch. 31, art. 93 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
 EEV, 1998, ch. 5, art. 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 11 et 12 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)
 EEV, 1998, ch. 15, art. 36, 49 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais la modification prévue par l'alinéa 49b) prend effet le 01.04.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 163 et 164 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2001, ch. 6, art. 117 entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date de sanction (sanctionnée le 10.05.2001) ou à la date ultérieure fixée antérieurement par décret *voir* art. 131. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, art. 117 en vigueur 08.08.2001
 EEV, 2001, ch. 26, art. 324 en vigueur à la sanction 01.11.2001; art. 315 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2002, ch. 7, art. 118 et 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
 EEV, 2002, ch. 10, art. 190 en vigueur à la sanction 30.04.2002
 EEV, 2003, ch. 22, art. 127, 128 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2007, ch. 35, art. 145 à 150 en vigueur à la sanction 14.12.2007

Opérations portuaires du Saint-Laurent, Loi de 1975 sur les — 1974-75-76, ch. 39

(*St. Lawrence Ports Operations*)

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 49
 EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations portuaires, Loi de 1986 sur les — 1986, ch. 46

(*Maintenance of Ports Operations Act, 1986*)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1986, ch. 46, la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction royale (18.11.86) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1994 sur les — 1994, ch. 1

(*West Coast Ports Operations Act, 1994*)

Le ministre du Travail (TR/95-36)

EEV, 1994, ch. 1 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 08.02.94) *voir* art. 20

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1995 sur les — 1995, ch. 2

(*West Coast Ports Operations Act, 1995*)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 2 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 16.03.95) *voir* art. 16

Opérations portuaires sur la côte ouest, Loi de 1982 — 1980-81-82-83, ch. 126

(*West Coast Ports Operations Act, 1982*)

Opérations sur la côte ouest, Loi de 1975 sur les — 1974-75-76, ch. 32

(*West Coast Ports Operations Act, 1975*)

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 48
 EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.)

(*Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act*)

Le ministre de la Justice

titre intégral, 2000, ch. 12, art. 115
art. 2, 1996, ch. 11, al. 95f), 97(2)b)(A) et 99b); 1997, ch. 1, art. 16; 1999, ch. 17, art. 158; 2005, ch. 35, al. 66c)(A) et 67b), ch. 38, al. 138i)
art. 6, 1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d); 2005, ch. 35, art. 53
art. 7, 1993, ch. 8, art. 6
art. 10, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7

O

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2e suppl.) (suite)

art. 11, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7
art. 12, 1993, ch. 8, art. 8
art. 13, 1993, ch. 8, art. 9; 1997, ch. 1, art. 17
art. 14, 1993, ch. 8, art. 10; 1997, ch. 1, art. 18
art. 15, 1996, ch. 11, al. 97(1)d) et 99b); 1997, ch. 1, art. 19; 1999, ch. 31, art. 91(F); 2005, ch. 35, al. 66c); 2005, ch. 38, art. 111 et art. 146
art. 17, 1993, ch. 8, art. 11
art. 19, 1993, ch. 8, art. 12
art. 19.1, ajouté, 1993, ch. 8, art. 12
art. 22, 1997, ch. 1, art. 20
art. 23, 1992, ch. 1, art. 66; 1993, ch. 8, art. 13(F)
art. 25, 1993, ch. 8, art. 14
art. 28, 1993, ch. 8, art. 15; 1997, ch. 1, art. 21
art. 29, 1992, ch. 8, art. 15
art. 30, 1993, ch. 8, art. 15
art. 36, 1993, ch. 8, art. 16
art. 45, 1993, ch. 8, art. 17
art. 46, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 47, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 48, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 52, 2001, ch. 4, art. 81
art. 61, 1993, ch. 8, art. 18
partie III, (art. 62 à 78), 1997, ch. 1, art. 22
art. 62, 1997, ch. 1, art. 22
art. 63, 1997, ch. 1, art. 22
art. 64, 1997, ch. 1, art. 22
art. 65, 1997, ch. 1, art. 22
art. 66, 1997, ch. 1, art. 22
art. 67, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 68, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 69, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 70, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 71, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 72, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 73, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 74, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 75, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 76, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 77, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 78, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
partie IV, (art. 79 à 82), ajoutée, 1997, ch. 1, art. 22
art. 79, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 80, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 81, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 82, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
annexe, ajouté, 1997, ch. 1, art. 23; DORS/98-511
disposition transitoire, 1993, ch. 8, art. 19
disposition de coordination, 2005, ch. 38, art. 146
EEV, L.R., ch. 4 (2e suppl.) loi proclamée en vigueur à l'exception de la partie II, 30.11.87 voir TR/87-260; partie II en vigueur 05.05.88 voir TR/88-88
EEV, 1992, ch. 1, art. 66 en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1993, ch. 8, art. 6 à 14 et 16 à 19 en vigueur à la sanction 25.03.93; art. 15 en vigueur 16.02.94 voir TR/94-24
EEV, 1996, ch. 11, art. 95, 97 et 99 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

EEV, 1997, ch. 1, art. 16 à 22 en vigueur 01.05.97 voir TR/97-43
EEV, 1999, ch. 17, art. 158 en vigueur 01.11.99 voir TR/99-111
EEV, 1999, ch. 31, art. 91 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 12, art. 115 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76
EEV, 2001, ch. 4, art. 81 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2005, ch. 35, art. 53, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97
EEV, 2005, ch. 38, art. 146 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 111 et 138 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119

Ordonnances sur la copropriété, Loi de validation sur les — 1985, ch. 46

(Condominium Ordinance Validation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 1985, ch. 46 en vigueur à la sanction 29.10.85

Ordonnances tarifaires sur les fruits et légumes, Loi validant des — 1988, ch. 5

(Fruit and Vegetable Customs Orders Validation)

Le ministre de Revenu national

EEV, 1988, ch. 5 en vigueur à la sanction 22.03.88

Ordre public (mesures provisoires), Loi de 1970

(Public Order (Temporary Measures), 1970)

LOI ABROGÉE L.C. 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 43
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. F-26

(Food and Agriculture Organization of the United Nations Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)k)
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

O

**Organisation du gouvernement, Loi de 1966
sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause)
— 1966-67, ch. 25**

(Government Organization Act, 1966 (see Dept. by name...))

annexe A, 1988, ch. 2, art. 71

EEV, 1988, ch. 2, art. 71 en vigueur 04.02.88

**Organisation du gouvernement, Loi de 1969
(voir le ministère en cause) — 1968-69,
ch. 28**

(Government Organization Act, 1969)

art. 99, 1988, ch. 2, art. 72

annexe A, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75

EEV, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75 en vigueur 04.02.88

**Organisation du gouvernement, Loi de 1970
(voir le ministère en cause)
— S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.)**

(Government Organization Act, 1970 (see Dept....))

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32

annexe I, 1988, ch. 2, art. 76; 1992, ch. 1, art. 152

EEV, 1988, ch. 2, art. 76 en vigueur 04.02.88

EEV, 1992, ch. 1, art. 152 en vigueur à la sanction 28.02.92

**Organisation du gouvernement, Loi de 1979
(voir le ministère ou le sujet en cause)
— 1978-79, ch. 13**

(Government Organization Act, 1979 (see Dept....))

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32

annexe, 1988, ch. 2, art. 77; 1992, ch. 1, art. 153

EEV, 1978-79, ch. 13 loi (*sauf* Partie V) en vigueur 02.04.79
voir TR/79-78; Partie V en vigueur 01.08.79 voir
TR/79-149

EEV, 1988, ch. 2, art. 77 en vigueur 04.02.88

EEV, 1992, ch. 1, art. 153 en vigueur à la sanction 28.02.92

**Organisation du gouvernement (organismes
fédéraux), Loi sur l', (voir le ministère ou le
sujet en cause) — 1995, ch. 29**

(Government Organization Act (Federal Agencies) (see Dept....))

art. 42, 1995, ch. 29, art. 43

art. 66, 1996, ch. 8, art. 23.3

EEV, 1995, ch. 29, art. 7 et 8 sont réputés entrés en vigueur
20.03.95 voir 86(2); art. 76 à 85 sont réputés entrés en
vigueur 01.04.95 voir par. 86(3); art. 1 à 3, 6, 9 à 22, 24 à
31, 33 à 75 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115; art. 4 et 5
en vigueur 01.01.96 voir TR/95-115; art. 23 et 32 en
vigueur 01.04.96 voir TR/95-115

EEV, 1996, ch. 8, art. 23.3 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-69

**Otaries à fourrures du Pacifique, Loi sur la
convention relative aux
— L.R. (1985), ch. F-33**

(Pacific Fur Seals Convention Act)

Loi cesse d'être en vigueur 24.02.93 voir TR/93-31

**Ouvrage de franchissement du détroit de
Northumberland, Loi sur l' — 1993, ch. 43**

(Northumberland Strait Crossing Act)

Le ministre des Transports (TR/99-5)

art. 2, 1994, ch. 26, art. 47(F); 1996, ch. 16, al. 60(1)o)

EEV, 1993, ch. 43 en vigueur 02.09.93 voir TR/93-185

EEV, 1994, ch. 26, art. 47(F) en vigueur à la sanction
23.06.94

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir
TR/96-67

**Ouvrages destinés à l'amélioration des cours
d'eau internationaux, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. I-20**

(International River Improvements Act)

Le ministre de l'Environnement